25 ANS

Pour les personnes sans papiers,
pour la justice sociale

PICUM



Les débuts (1996-2000)

D'un bureau à un réseau européen (2000-2010)

Les villes, l'Europe, le monde (2011-2019)

Sur tous les fronts (2020-2026)

Et après ?



25 ANS DE PICUM

Aujourd'hui, PICUM est un réseau de plus de 150 organisations à travers 34 pays, en Europe et au-delà. C'est un centre d'expertise reconnu en matière de migration irrégulière et de droits humains des personnes sans papiers ; ses analyses et recommandations éclairent les débats à Bruxelles, dans des capitales européennes, aux Nations unies et dans d'autres institutions internationales. Ses analyses apparaissent régulièrement dans des articles d'agences de presse internationales et dans des médias européens et nationaux de premier plan.

Pourtant, l'aventure de PICUM a commencé à une échelle bien plus modeste.

Tant que les États-nations continueront à utiliser le contrôle des frontières comme un outil politique, une voix collective indépendante et intrépide sera nécessaire pour insuffler un peu d'humanité dans nos sociétés, nos arènes politiques et nos consciences. La mission de PICUM ne se limite pas au présent ; il s'agit d'un combat à long terme pour l'avenir de la dignité humaine.

- Magda Faltova, Association pour l'intégration et la migration (Tchéquie)

Les débuts

1996 – 2000

La société civile a longtemps soutenu les personnes sans papiers. Il y avait des églises et des organisations religieuses, des petites ONG et des groupes locaux qui proposaient de l'aide aux démarches administratives ainsi qu'à l'accès aux soins et aux autres droits sociaux fondamentaux. Cependant, il n'y avait aucun échange d'expérience, aucun centre de développement d'expertise, aucune prise de contact systématique avec les institutions européennes et les personnes décisionnaires en matière de migration.

En parallèle, l'UE posait les bases de ses propres politiques migratoires. En 1997, pour la première fois, le traité d'Amsterdam donnait à l'UE la compétence de mettre en place des politiques communes en matière de migration et d'asile. Peu de temps après, en 1999, au cours de la réunion du Conseil européen à Tampere (en Finlande), les dirigeant·e·s de l'UE ont établi un espace de liberté, de sécurité et de justice, dans lequel la « lutte contre la migration irrégulière » est devenue l'un des grands piliers de la nouvelle politique commune en matière de migration et d'asile.

C'est dans ce contexte qu'au milieu des années 1990, deux petites ONG flamandes, Medisch Steunpunt (qui deviendra Medimmigrant) et Steunpunt Mensen Zonder Papieren (devenue ensuite Support Centre for Undocumented People), ont commencé à se réunir avec d'autres organisations similaires aux Pays-Bas et en Allemagne. Elles partageaient leurs expériences et discutaient de la création d'une initiative locale européenne, axée sur les droits des personnes migrantes sans papiers.

À l'époque, les personnes sans papiers étaient souvent décrites comme des « fausses demandeuses d'asile ». En réalité, comme aujourd'hui, beaucoup fuyaient les guerres ou cherchaient du travail ; souvent, elles faisaient les deux. À la fin des années 1990, elles venaient surtout de pays d'Europe centrale et orientale (qui ne faisaient pas encore partie de l'UE), des Balkans alors en proie à des conflits, et de pays qui avaient été des colonies européennes dans un passé plus ou moins récent.

En 1998, un petit groupe de personnes représentant six organisations de la société civile issues de Belgique, des Pays-Bas et d'Allemagne s'est réuni au sein d'un réseau informel afin de se consacrer spécifiquement aux personnes privées de protection et de droits sociaux fondamentaux. L'initiative PICUM était née.

Les premiers membres du conseil d'administration de PICUM et la coordinatrice, 2001 ↓



Pieter Muller
Président



Didier Vanderslycke
Trésorier



Hildegard Grosse
Membre du CA



Dominique Van Huijstee
Membre du CA



Ralf Rothenbusch
Membre du CA



Nele Verbruggen
Coordinatrice

D'un bureau à un réseau européen

2000 – 2010

En 2000, plusieurs fondations néerlandaises et belges ont apporté à cette toute nouvelle initiative les fonds nécessaires pour embaucher une coordinatrice à temps plein et louer un petit bureau près de la gare de Bruxelles-Nord. L'enregistrement officiel en tant qu'organisation belge à but non lucratif a eu lieu fin 2001. À la fin de sa première année d'existence, PICUM comptait déjà 15 membres d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, dont plusieurs ONG internationales.

Dès le départ, le travail de PICUM repose sur le cadre international des droits humains et sur la conviction morale que chacun·e a droit à une vie digne, quel que soit son statut migratoire. Cette vision façonne immédiatement les premières activités de l'organisation.

Lors de sa première action internationale à Bruxelles, PICUM organise un séminaire réunissant des organisations de la société civile et des expert·e·s du secteur médical en provenance d'Allemagne, de Belgique, des Pays-Bas et du Royaume-Uni afin de discuter des obstacles à l'accès aux soins de santé et d'élaborer des recommandations à l'intention des décideurs·euses politiques, des professionnel·le·s de santé et des ONG. Dès lors, les professionnel·le·s de santé deviennent des partenaires essentiels dans les travaux de PICUM en vue de faciliter l'accès aux services essentiels pour les personnes sans papiers.

En parallèle, le droit européen en matière de migration s'oriente rapidement et de manière décisive vers la répression. En 2002, le Conseil adopte la « **directive sur l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irrégulier** » qui établit des mesures visant à criminaliser cette aide, mettant ainsi en danger le travail de solidarité mené par d'innombrables groupes de la société civile.

C'est dans ce contexte que PICUM décide de cartographier les initiatives venant en aide aux migrants sans papiers à travers l'Union européenne, afin de montrer d'une part l'ampleur de la solidarité au sein des sociétés européennes, et d'autre part le danger et l'immoralité d'une criminalisation de leurs actions. Les résultats sont publiés dans la série en trois parties intitulée « **Books of Solidarity** » (« Livres de la solidarité »). Mené dans 10 États membres de l'UE entre 2001 et 2004, ce projet a permis à PICUM d'étendre son réseau vers l'Europe du Nord, l'Europe du Sud et l'Europe centrale.

En même temps, PICUM commence à publier le premier et unique bulletin d'information européen exclusivement consacré aux personnes sans papiers et aux politiques qui les concernent. En 2003, ce bulletin est envoyé à environ 700 abonné·e·s. Aujourd'hui, le bulletin mensuel de PICUM, *The Migration Papers*, compte plus de 24 000 lectrices et lecteurs.

Au cours de ces premières années, PICUM étend également son action aux droits et aux conditions de travail des **travailleurs·euses migrant·e·s sans papiers**. En 2003, sa première conférence européenne sur les travailleurs·euses migrant·e·s sans papiers, organisée au Parlement européen, rassemble près de 200 représentant·e·s de la société civile, des syndicats, des instituts de recherche et des responsables politiques en provenance de 20 pays. À la suite de cet événement,



Assemblée générale de 2002

15 organisations membres

Assemblée générale de 2026

155 organisations membres



PICUM publie une boîte à outils proposant des stratégies de lutte contre l'exploitation et les mauvais traitements, qui sera utilisée par des travailleurs·euses sans papiers, des organisations de personnes migrantes et des syndicats à travers le monde.

Lorsque la Commission européenne propose la « **directive relative aux sanctions à l'encontre des employeurs** » en 2007, qui prévoit des sanctions minimales à l'encontre de celles et ceux qui emploient des travailleurs·euses sans papiers, PICUM met en place son premier groupe de travail sur les conditions de travail équitables afin de promouvoir des approches du travail irrégulier fondées sur les droits plutôt que sur la répression.

PICUM élargit rapidement son programme de recherche et de plaidoyer aux questions du logement, de l'accès à la justice, des enfants sans papiers, ainsi qu'à la dimension de genre des politiques et tendances migratoires. Les publications et les événements consacrés à chacun de ces domaines se multiplient. Entre 2007 et 2009, PICUM mène un travail spécifique sur la situation des enfants sans papiers, en soulignant leur vulnérabilité particulière en tant qu'enfants, personnes migrantes et sans statut migratoire stable, tout en mettant en relation les entités locales qui les soutiennent, eux et leurs familles. Parallèlement, PICUM commence à intégrer une perspective de genre dans l'ensemble de ses activités, en soulignant les différences d'impact des politiques et pratiques migratoires sur les femmes et les hommes.



Faire partie de PICUM, c'est savoir que nous ne sommes pas seul·e·s dans notre combat pour la dignité, la justice et les droits humains des personnes sans papiers.

– Virginia Wangare Greiner, Maisha (Allemagne)

Ce corpus de recherches en constante expansion éclaire de plus en plus l'évolution des politiques : l'analyse réalisée par PICUM sur les droits des personnes migrantes sans papiers en matière de soins de santé dans 11 États membres de l'UE devient une ressource essentielle pour les professionnel·le·s de santé et les organisations de la société civile en Suède, contribuant ainsi à l'adoption, en 2013, d'une nouvelle loi élargissant l'accès aux soins pour les personnes sans papiers. Pendant que PICUM étend son action, le paysage institutionnel de l'UE évolue également d'une manière qui façonne profondément la gouvernance des migrations et le débat autour des droits des personnes migrantes, et parfois dans des directions opposées. D'une part, en 2004, l'UE crée **Frontex**, une agence chargée de la surveillance des frontières de l'Union. Au fil des ans, Frontex deviendra la plus riche et la plus puissante (avec le plus gros budget) de toutes les agences de l'UE, tout en faisant l'objet de multiples accusations de complicité dans des violations des droits humains aux frontières. Cette importance croissante accordée au contrôle des frontières est renforcée en 2008 par l'adoption de la « directive retour », premier instrument européen établissant des règles communes en matière de rétention et d'expulsion des personnes sans papiers.

D'autre part, l'UE crée en 2007 l'**Agence des droits fondamentaux** (FRA) dans le but de fournir des avis indépendants et fondés sur des données factuelles en matière de droits fondamentaux. La FRA commencera bientôt à se pencher sur les droits des personnes sans papiers : son premier rapport consacré à ce sujet, auquel PICUM contribue par des consultations et des recherches, sera publié en 2011.

Les années 2000 sont également la décennie au cours de laquelle **le travail de PICUM prend une envergure mondiale**.

En 2006, l'Assemblée générale des Nations unies organise la toute première réunion de haut niveau consacrée exclusivement à la question des migrations internationales et à leurs liens avec le développement. En parallèle, les gouvernements du monde entier créent le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), une instance intergouvernementale destinée à faire avancer ces discussions chaque année.

La société civile internationale commence à se réunir en marge du Forum pour attirer l'attention sur les questions relatives aux droits humains et au développement. En 2007, PICUM accueille à Bruxelles l'« **Action mondiale des peuples sur les migrations, le développement et les droits humains** », organisée par Migrants Rights International, l'International Catholic Migration Commission et December 18, à laquelle participent près de 200 personnes venues d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine, d'Amérique du Nord, d'Afrique et du Moyen-Orient.

En 2008, PICUM rejoint un consortium international regroupant des universités et instituts de recherche de premier plan pour se lancer dans une tâche quasi impossible : estimer le nombre de personnes sans papiers vivant dans l'UE. Le **projet Clandestino**, qui évalue ce nombre entre 1,8 et 3 millions, deviendra la principale étude de ce type pour le monde universitaire, la société civile, la presse et les institutions publiques à travers l'Europe.

À l'issue de cette première décennie, PICUM est passé d'un petit réseau d'organisations de terrain travaillant dans les domaines de la santé et de la criminalisation à un réseau européen et international comptant plus de 100 membres, qui lutte contre les politiques migratoires néfastes, l'exploitation au travail, les inégalités de genre et les violations des droits de l'enfant grâce à la recherche, au plaidoyer et à l'expertise de terrain.

Les villes, l'Europe, le monde

2011 – 2019

La deuxième décennie d'existence de PICUM marque une nouvelle étape dans le développement de l'organisation : d'un réseau européen en pleine expansion regroupant des organisations de terrain, elle est devenue un acteur incontournable qui façonne les débats sur les migrations et les droits humains aux niveaux européen et mondial. En 2011, PICUM reçoit sa première subvention de fonctionnement triennale du programme PROGRESS de la Commission européenne, ce qui lui apporte une stabilité importante et lui permet de renforcer considérablement son réseau. Son Assemblée générale annuelle et son Atelier international rassemblent une centaine d'organisations membres, tandis que des groupes de travail thématiques créent de nouveaux espaces permettant aux membres d'échanger leur expertise, de coordonner leurs actions de plaidoyer et d'élaborer des stratégies communes.

En 2012, le plaidoyer de PICUM et l'engagement de ses membres contribuent à une avancée majeure dans les négociations sur la directive de l'UE sur les droits des victimes. Le texte final inclut explicitement les personnes sans papiers parmi les personnes protégées par la directive et impose de nouvelles obligations aux États membres de l'UE afin de lever les obstacles juridiques et pratiques empêchant les victimes de crimes sans papiers d'accéder à la protection, au soutien et à la justice.

Parallèlement à son action de plaidoyer politique, PICUM prend de plus en plus conscience de l'importance de façonner le discours public autour de la migration sans papiers. En 2012, l'organisation lance ***Undocumentary***, un documentaire web interactif explorant les réalités quotidiennes des personnes migrantes sans papiers vivant en Europe. Fruit d'un travail de recherche et de tournage mené dans sept villes de sept pays européens – Almería (Espagne), Nicosie (Chypre), Milan (Italie), Paris (France), Amsterdam (Pays-Bas), Bruxelles (Belgique) et Göteborg (Suède), ce projet mêle les témoignages de personnes sans papiers et les avis de scientifiques, d'enseignant·e·s, de travailleurs·euses sociaux·ales, de collectivités locales et d'organisations de la société civile qui leur apportent leur soutien. À travers des vidéos et des témoignages, ***Undocumentary*** complète le travail politique de PICUM en adoptant une approche centrée sur l'humain afin de faire évoluer les perceptions et de remettre en cause les stéréotypes.

Le travail de PICUM sur la terminologie continue de se développer. En 2014, l'organisation lance la campagne « ***Words Matter*** » (« Les mots comptent »), qui met en évidence la manière dont le langage façonne les perceptions, les politiques et les pratiques à l'égard des personnes migrantes. Elle appelle les institutions, les médias et les pouvoirs publics à abandonner des termes déshumanisants tels que « migrant illégal » et à adopter à la place un langage qui reflète leurs droits et leur dignité. Grâce à un travail de plaidoyer, à la publication de documents d'orientation et à la collaboration avec des journalistes, des responsables politiques et des organisations de la société civile, « *Words Matter* » devient un outil essentiel dans les efforts déployés par PICUM pour promouvoir des débats plus précis et axés sur les droits en matière de migration sans papiers.


WORDS! MATTER!
IRREGULARES
NO ILEGALES!


WORDS! MATTER!


WHY NOT 'ILLEGAL'?


WORDS! MATTER!




WORDS! MATTER!
IRREGULARES
NO ILEGALES!


WORDS! MATTER!


MENSEN
zonder wettig
VERBLIJF,
NIET ILLEGAAL


tanpa izin
tinggal
BUKAN
ILLEGAL

> PICUM fait le lien direct entre le travail sur le terrain [...] et les instances où sont élaborées les politiques migratoires européennes et mondiales.
>
> – Vladimir Paspuel Revelo, Association Rumiñahui (Espagne)

La campagne bénéficie du soutien de personnalités éminentes du monde des droits humains et du milieu universitaire, notamment Morten Kjaerum, directeur de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, Anne Brasseur, présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et Aviva Chomsky, professeure d'histoire et autrice de l'ouvrage *Undocumented: How Immigration Became Illegal*.

Au cours de cette période, PICUM élabore également l'un de ses concepts de plaidoyer les plus proéminents : la mise en place de « **pares-feux** » entre les services publics et les services chargés de l'application des lois migratoires. En s'appuyant sur des années de travail consacrées à l'accès aux soins de santé, à l'éducation, à la justice et aux droits liés au travail, PICUM fait valoir que les personnes sans papiers doivent pouvoir accéder aux services essentiels, signaler les cas d'exploitation et demander à être protégées sans craindre que leurs données personnelles ne soient partagées à des fins de contrôle migratoire. L'approche des « pares-feux » démontre que la protection des droits fondamentaux des personnes sans papiers n'est pas seulement une obligation légale, mais qu'elle est également essentielle au bon fonctionnement des systèmes de santé publique, à la sécurité sur le lieu de travail et à l'accès à la justice. Grâce à la recherche, au plaidoyer et à la constitution de coalitions, ce concept bénéficie d'une reconnaissance croissante auprès des institutions européennes, des organes des Nations unies et des organisations de la société civile.

Le contexte politique en Europe devient de plus en plus difficile au milieu des années 2010 : l'arrivée en 2015 d'un grand nombre de personnes fuyant la guerre, les persécutions et la pauvreté place la migration au cœur du débat public et politique. Malgré des premiers moments de solidarité et d'accueil, illustrés notamment par la célèbre déclaration de la chancelière allemande Angela Merkel « *Wir schaffen das* » (« Nous y arriverons »), les réponses européennes basculent de plus en plus vers le contrôle des frontières, l'externalisation et la dissuasion, notamment par le biais de l'**accord UE-Turquie** de 2016. Dans ce contexte, PICUM continue de mettre en avant les conséquences de politiques migratoires restrictives sur les droits humains, en s'appuyant sur les expériences de ses membres pour plaider en faveur de l'accès aux droits, des alternatives à la détention et de la protection des personnes, indépendamment de leur statut migratoire.

Parallèlement, PICUM intensifie ses efforts pour veiller à ce que les personnes migrantes sans papiers participent elles-mêmes à l'élaboration des actions de plaidoyer et au débat public. En 2017, l'organisation organise sa première rencontre d'**échange entre jeunes** à Paris : elle a réuni 23 jeunes militant·e·s migrant·e·s de 16 à 24 ans, venant de divers milieux sociaux et divers pays, ainsi que des professionnel·le·s encadrant·e·s. Cet échange offre aux jeunes, y compris celles et ceux qui n'ont pas de papiers, un espace pour partager leurs expériences en matière de militantisme et de plaidoyer, tisser des liens et renforcer leur participation aux mouvements de défense des droits des personnes migrantes. Cet échange marque le début d'un effort plus soutenu de la part de PICUM pour impliquer les jeunes sans papiers et les jeunes personnes migrantes dans son action de plaidoyer. Au cours des années suivantes, PICUM organisera d'autres activités axées sur les jeunes, des consultations et des opportunités de renforcement des capacités, créant ainsi des espaces où les jeunes personnes migrantes pourront échanger leurs expériences, élaborer des stratégies de plaidoyer et contribuer directement aux débats sur les droits des enfants et des jeunes sans papiers.

Au cours des années 2010, PICUM renforce et étend également son action et son réseau tant au niveau local qu'au niveau mondial.



Echange entre jeunes migrant·e·s, septembre 2017 →

Au niveau local, PICUM constate de plus en plus que les **villes** sont souvent en première ligne pour faire face aux réalités de la migration sans papiers, indépendamment des politiques nationales d'immigration. À travers la recherche, le dialogue et l'apprentissage par les pairs, PICUM documente la manière dont les municipalités de toute l'Europe développent des approches concrètes pour garantir les droits fondamentaux de leurs résident·e·s tout en favorisant l'inclusion sociale et la santé publique. Ce travail aboutit au lancement, en 2017, de l'initiative « *Cities of Rights* » qui rassemble des autorités locales, des organisations de la société civile et des scientifiques afin d'échanger des bonnes pratiques en matière d'accès aux services, indépendamment du statut migratoire. En mettant en avant des approches locales innovantes (allant de l'accès aux soins de santé et à l'éducation à la mise en place de barrières séparant les services publics des services chargés de l'application des lois migratoires), PICUM contribue à positionner les villes comme des acteurs clés dans la protection des droits sans papiers.

Michele LeVoy, directrice de PICUM, s'entretient avec l'ancien secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon et présente des recommandations clés à plus de 900 représentants des gouvernements et de la société civile, mai 2014
©Milka Isinta (gauche) and ©ICMC (centre)
↓







À l'échelle mondiale, PICUM joue un rôle actif dans les négociations qui ont abouti à l'adoption du **Pacte mondial des Nations unies pour des migrations sûres, ordonnées et régulières** en 2018. Lors des six cycles de négociations, PICUM organise plus de 50 réunions bilatérales et multilatérales avec des représentant·e·s gouvernementaux·ales et collabore avec des partenaires de la société civile pour veiller à ce que les droits et la vie concrète des personnes migrantes sans papiers soient pris en compte dans le texte final. L'organisation contribue à faire reconnaître l'importance de l'accès aux services essentiels, aux droits liés au travail et à la protection contre l'exploitation pour les personnes migrantes, indépendamment de leur statut migratoire.

Vingt ans après sa création, PICUM s'est imposée comme un acteur incontournable dans les débats européens et mondiaux sur les migrations et les droits humains. L'organisation a élaboré de nouvelles façons de faire progresser les droits, en repensant les discours, en nouant des alliances avec des villes et des acteurs internationaux, et en veillant à ce que les personnes sans papiers participent elles-mêmes à l'élaboration des actions de plaidoyer. Ces fondements s'avéreront essentiels alors que l'organisation s'apprête à relever les défis et à faire face aux multiples crises des années 2020.

Pour nous, PICUM incarne un modèle de participation, de démocratie et d'engagement social et politique en faveur des droits humains des migrants. C'est un rempart contre le racisme, la haine et la barbarie.

- Antonia Avalos, Mujeres Supervivientes (Espagne)

←

PICUM et Migrants Rights International ont rencontré le Comité des Nations unies sur les travailleurs·euses migrant·e·s en 2012 afin de contribuer à l'élaboration de l'Observation générale n° 2 sur les travailleurs·euses migrant·e·s en situation irrégulière.

PICUM est bien plus qu'un simple réseau : c'est un espace de solidarité, d'entraide et d'action collective.

- Right to Protection (Ukraine)



Sur tous les fronts

2020 – 2026

La première moitié des années 2020 se déroule dans un contexte marqué par des crises qui se chevauchent et par de profonds bouleversements politiques. La pandémie de COVID-19, le meurtre de George Floyd et la prise de conscience européenne en matière de justice raciale, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le Pacte de l'UE sur la migration et l'asile, l'expansion rapide des technologies numériques dans la gouvernance des migrations et un glissement politique croissant vers l'extrême droite redéfinissent le contexte de travail de PICUM.

La pandémie de **COVID-19** met en évidence, avec une clarté sans précédent, les inégalités structurelles subies par les personnes migrantes sans papiers à travers l'Europe. Alors que les pays mettent en place des confinements et des mesures d'urgence en matière de santé publique, de nombreuses personnes sans papiers continuent d'exercer des métiers essentiels dans des secteurs tels que l'agriculture, la production alimentaire, le nettoyage, le travail domestique et les soins, tout en se heurtant à des obstacles pour accéder aux soins de santé, à la protection sociale, aux campagnes de vaccination, à l'aide au logement et aux aides complémentaires aux revenus. En s'appuyant sur les expériences de ses membres, PICUM adapte rapidement son action de plaidoyer pour documenter ces situations et formuler des recommandations en faveur de réponses plus inclusives face à la pandémie. Son premier tour d'horizon des politiques nationales relatives à l'accès aux vaccins contre la COVID-19 pour les personnes sans papiers devient une ressource essentielle pour les journalistes, les organisations de la société civile, les professionnel·le·s de santé et les responsables politiques qui militent en faveur d'un accès équitable.



La même année, le meurtre de **George Floyd** aux États-Unis et la mobilisation mondiale contre les injustices raciales ont ravivé l'attention portée au racisme et à la discrimination systémique. Pendant que l'Union européenne adopte son premier plan d'action contre le racisme en 2020, PICUM intensifie son travail intersectionnel sur les questions de migration, de racisme et de droits humains. Alors que le plan d'action ne reconnaît ni ne traite ces liens, PICUM renforce sa collaboration avec des organisations antiracistes et élabore des analyses soulignant l'origine coloniale et le racisme systémique de la gouvernance des migrations, ainsi que l'impact disproportionné des mesures de contrôle de l'immigration sur les populations racisées.

2020 est également une année de réforme majeure pour la politique européenne en matière de migration. De sa proposition en septembre 2020 à son adoption définitive fin 2024, le **Pacte sur la migration et l'asile** introduit une refonte complète de la réglementation de l'UE en matière migratoire. Tout au long des négociations, PICUM analyse les propositions du point de vue des personnes migrantes sans papiers et des organisations de première ligne, dénonçant la manière dont ce Pacte conduira à davantage de détentions, à une réduction des protections et à un accès restreint aux titres de séjour en dehors des procédures d'asile.



Depuis le début des années 2020, PICUM est devenu une **référence** en matière d'analyses et de commentaires sur les politiques migratoires de l'UE et est régulièrement citée par des agences de presse internationales telles que l'Associated Press, l'Agence France-Presse et Reuters, par des médias européens comme Euronews, EU Observer, Euractiv et Politico Europe, ainsi que par des journaux nationaux de premier plan tels que El País, Le Monde, Le Soir, The Guardian et bien d'autres.

← La directrice de PICUM à l'émission Brussels, My Love de la chaîne de télévision Euronews, en 2023.

Les **technologies numériques** envahissent de plus en plus le contrôle migratoire. Tandis que l'UE développe des bases de données et des systèmes interopérables sur les migrations destinés au partage des données personnelles des personnes migrantes, PICUM met en garde contre le risque que la collecte de données et l'échange d'informations à grande échelle portent atteinte à la vie privée, à l'égalité et à l'accès aux droits, tout en renforçant les formes existantes de discrimination dans l'application des lois migratoires. En collaboration avec des organisations de défense des droits numériques, PICUM élabore des ressources et des analyses montrant comment ces systèmes affectent concrètement les personnes sans papiers, notamment en créant des obstacles à l'accès aux services essentiels et en renforçant la surveillance des populations racisées. Cette collaboration s'intensifie au cours des années suivantes, à mesure que la numérisation occupe une place de plus en plus centrale dans la gouvernance migratoire de l'UE, en particulier lors des négociations autour du **règlement sur l'IA**, le premier cadre global au monde réglementant l'intelligence artificielle. PICUM se joint à la coalition « Protect Not Surveil » (« Protéger, pas surveiller ») pour réclamer des garanties plus solides en matière de droits fondamentaux, en avertissant que le texte final laisse d'importantes lacunes concernant les systèmes d'IA utilisés dans le cadre de l'application des lois, du contrôle des migrations et de la sécurité nationale, ce qui renforce encore les pratiques de surveillance discriminatoires et les inégalités.

L'invasion à grande échelle de l'**Ukraine** par la Russie en février 2022 transforme une nouvelle fois le paysage migratoire européen. PICUM salue la décision sans précédent de l'UE d'activer la directive relative à la protection temporaire, démontrant ainsi que des réponses rapides, coordonnées et fondées sur les droits face aux déplacements de population sont à la fois possibles et efficaces. Tout en saluant la mobilisation remarquable des gouvernements en faveur des personnes déplacées d'Ukraine, PICUM dénonce le deux poids, deux mesures dont sont victimes les personnes racisées fuyant ce même conflit, ainsi que celles qui échappent à d'autres guerres et situations de danger. Parallèlement, l'organisation milite contre toute nouvelle restriction à la protection temporaire accordée aux personnes fuyant la guerre actuelle en Ukraine.

Tout au long de cette période, PICUM intensifie également son travail de longue date sur la **criminalisation de la migration et de la solidarité**. S'appuyant sur plus de 20 ans de plaidoyer à la suite de la directive sur l'aide à l'entrée, au transit et au séjour irréguliers de 2002 et de sa révision entamée en 2023, l'organisation publie des rapports annuels documentant des situations dans lesquelles des personnes migrantes, des organisations humanitaires et des citoyen·ne·s ordinaires font l'objet d'arrestations ou de poursuites pour des actes de solidarité. Ces rapports révèlent une tendance persistante à la criminalisation à travers l'Europe et constituent une base de données factuelles importante pour les institutions européennes, les journalistes, les chercheurs·euses et les organisations de la société civile qui militent pour la protection de la migration et de la solidarité contre la criminalisation.

En 2025, la Commission européenne propose un nouveau **règlement sur le retour** destiné à remplacer la directive retour de 2008 et à intensifier les expulsions dans toute l'Union européenne. Cette proposition fait de l'expulsion la réponse par défaut pour les personnes sans titre de séjour, élargit la rétention administrative (y compris des enfants) et affaiblit les garanties dans les procédures de retour. Elle autorise également les États membres à envoyer des personnes dans des centres de rétention situés dans des pays tiers, tout en encourageant le recours à des mesures de surveillance et de détection, notamment les perquisitions à domicile. En mobilisant son réseau et en collaborant avec des partenaires à travers l'Europe, PICUM contribue à la constitution d'une

> Il n'y a pas de concurrence lorsqu'il s'agit de faire entendre la voix des migrants et migrantes en situation irrégulière au niveau de l'UE.
>
> – Josefine Johansson, Centre syndical pour les migrant·e·s sans papiers (Suède)

large coalition d'organisations de la société civile qui s'opposent à cette proposition. Lorsque cette dernière sera finalement adoptée en 2026, cette mobilisation collective restera cruciale pour contester la mise en œuvre du règlement dans les années à venir.

Tandis que les gouvernements et les institutions de l'UE continuent de promouvoir un programme d'expulsion de plus en plus intensif, ils sont également confrontés aux réalités économiques et démographiques de l'Europe, ce qui conduit certains pays à élargir les possibilités d'obtention d'autorisations de travail pour les travailleurs·euses issus de pays tiers ou à adopter des programmes de régularisation ciblés. Ces mesures restent largement insuffisantes : les autorisations de travail sont souvent trop restrictives, et de nombreux travailleurs·euses migrant·e·s continuent de faire face à des conditions qui les exposent à l'exploitation. Pourtant,



Le travail de PICUM est plus important que jamais. Nous nous trouvons à un tournant décisif, où les politiques d'extrême droite tentent de s'imposer comme courant dominant à travers l'Europe. PICUM est idéalement placé pour rassembler un réseau de voix venues de toute l'Europe afin de s'opposer à cette tendance.

– Neil Bruton, Migrant Rights Centre Ireland (Irlande)

la révision de la **directive sur le permis unique**, adoptée en 2024, marque une avancée importante. Pour la première fois au niveau européen, la directive accorde le droit pour les travailleurs·euses migrant·e·s de changer d'employeur sans perdre automatiquement leur titre de séjour et leur autorisation de travail, y compris dans des situations d'exploitation. En tant que l'une des rares organisations européennes œuvrant dans le domaine de la migration professionnelle et des droits des travailleurs·euses migrant·e·s, PICUM plaide depuis longtemps en faveur de ce changement aux côtés des syndicats et de ses partenaires. Cette réforme est une victoire incontestable de ce plaidoyer, et un rappel que le progrès est toujours possible.

Parallèlement à son action de plaidoyer en faveur de la migration professionnelle, PICUM continue de promouvoir la **régularisation** comme une réponse concrète et fondée sur les droits, au vu de la réalité vécue par les personnes sans papiers. Au cours de ces dernières années, PICUM a recensé les initiatives de régularisation à travers l'Europe et mis en avant leurs avantages tant pour l'inclusion sociale que pour les services publics, les systèmes de protection sociale et les finances publiques. Grâce à ce travail, PICUM prépare le terrain pour une vaste campagne européenne en faveur de politiques de régularisation justes et efficaces, rassemblant des organisations de défense des droits des personnes migrantes, des associations locales et des mouvements de toute l'Europe afin de plaider en faveur de voies permettant de sortir du vide juridique et de la marginalisation.

Tout ce travail serait stérile sans les personnes sans papiers elles-mêmes. Depuis sa création, PICUM reconnaît que les personnes directement concernées par les politiques migratoires doivent être au cœur du travail visant à défendre leurs droits. L'organisation s'est donc efforcée de créer des espaces où celles et ceux qui ont vécu une expérience de migration peuvent façonner le plaidoyer, la recherche et les discours publics de manière sûre et significative. En 2025, PICUM met en place son premier **groupe de travail sur la participation constructive**, qui réunit des membres des populations concernées afin de renforcer son approche et de garantir que l'expérience continue d'éclairer le travail et les priorités de l'organisation.



← *Groupe de travail du PICUM sur la participation constructive, octobre 2025*

Et après ?

Aujourd'hui, PICUM évolue dans un environnement de plus en plus hostile. Les forces d'extrême droite sont au pouvoir, occupent des positions dominantes dans divers pays européens, ou émergent dans des endroits où on ne les attendait pas. Leurs discours et leurs politiques sont de plus en plus normalisés, tant par les partis de centre-droit que par ceux de centre-gauche. Une grande partie de l'opinion publique européenne perçoit négativement les personnes migrantes et l'immigration, ou agit négativement à leur encontre.

Dans le domaine de la migration et des droits humains, de nombreuses personnes constatent que notre mouvement perd du terrain, que les institutions et normes internationales (en matière de droits humains) perdent de leur légitimité et de leur pouvoir, que des lignes rouges sont franchies à maintes reprises, et tout cela pendant que les technologies numériques et l'intelligence artificielle sont de plus en plus utilisées pour surveiller, discriminer et contrôler les ressortissants de pays tiers et les populations racisées.

Les pénuries de main-d'œuvre continueront de s'aggraver dans toutes les régions et tous les secteurs de l'UE. Pour l'Europe, cela impliquera de choisir entre construire des sociétés où chaque travailleur·euse bénéficie de conditions de travail et de vie décentes, ou maintenir et étendre un système qui repose sur une main-d'œuvre nombreuse et exploitable.

Malgré ces tendances, la mobilisation, la résistance et quelques victoires continueront d'apparaître partout en Europe. Chaque jour, nous voyons des voisin·e·s se mobiliser pour protéger des personnes et des familles contre l'expulsion. Des groupes confessionnels, des professionnel·le·s de santé, la société civile et d'autres acteurs se mobilisent au nom de la solidarité et de la bienveillance. Les rédactions et les journalistes continuent de remettre en question et d'enquêter sur les systèmes et les politiques qui marginalisent les personnes sans papiers et en font des boucs émissaires. Nombre d'avocat·e·s, de juges et de tribunaux tiennent bon et font respecter le droit relatif aux droits humains. Dans certains cas, les politiques évoluent vers plus de bienveillance et de dignité, le programme espagnol de régularisation de 2026 en étant l'exemple le plus flagrant, bien que rare.

Notre réseau lui-même nous montre chaque jour comment des groupes, petits et grands, peuvent s'unir pour s'entraider et renforcer nos appels communs au changement. Les associations locales et les espaces dirigés par des personnes migrantes resteront au cœur de notre travail, et nous nous engageons à promouvoir une participation sûre et constructive des personnes sans papiers et des autres populations concernées. Dans les années à venir, nous œuvrerons pour faire de ce réseau un espace solide de mobilisation commune et un tremplin vers la construction de coalitions plus larges, avec des organisations antiracistes, des fournisseurs de services, des syndicats, des journalistes et toute personne qui estime que le respect des droits humains ne devrait pas dépendre d'un titre de séjour.

→

Les membres de PICUM célèbrent ses 25 ans lors de l'Assemblée générale de 2026


PICUM
25

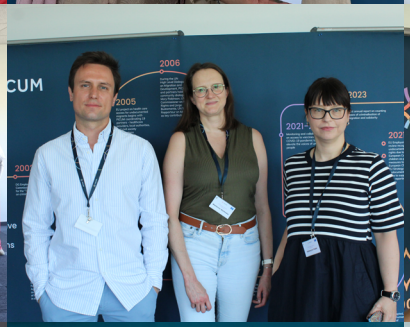

PICUM


2006
2024
2021



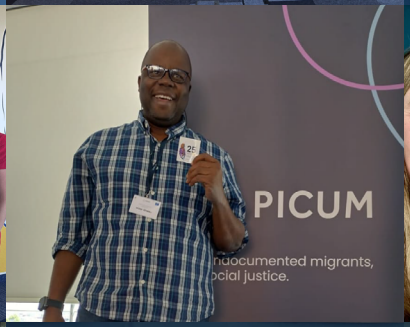

PICUM
2005
2002
2021-2022
2010


Next steps


2006
2005
2023


PICUM
2006
2008




PICUM


2024
2026
Celebrating
25 years
with over
150 member






2006
2005
2023
2024
2026
Celebrating
25 years
with over
150 members


2026
Celebrating
25 years
members




PICUM


PICUM
2002
2003




25
25

© PICUM, 2026

Traduction : Morgane Delage

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien de :

Co-funded by the European Union

ADESSIUM FOUNDATION

PORTICUS

Robert Bosch Stiftung

EPIM

DFF Digital Freedom Fund

Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés n'engagent toutefois que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou du programme de l'Union européenne pour l'emploi et l'innovation sociale « EaSI » (2021-2027). Ni l'Union européenne ni l'autorité de financement ne peuvent en être tenues pour responsables.



PICUM

For undocumented migrants,
for social justice.

Rue du Congres 37,
1000 Brussels, Belgium
+32 2 883 68 12
info@picum.org
www.picum.org